

*Loi anti-inflation*

**M. Epp:** ... loin d'être louangeurs. Merci. C'était à peu près comparable à la lamentable représentation que le premier ministre a donnée à l'école d'art et de technologie de Red River. Aux questions très sérieuses que lui posaient les étudiants, il a répondu de manière très désinvolte, en négligeant d'y répondre, attitude qui convenait fort peu au chef de notre pays. Nous avons pu voir un autre ministre à la télévision. D'ailleurs aujourd'hui, pour les voir, il faut regarder la télévision car ils ne sont jamais à la Chambre. Nous regardons donc le journal télévisé à 11 heures chaque soir pour voir si nos ministres sont encore en vie et en bonne santé.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Et c'est pire en couleur.

**M. Epp:** C'est pourtant vrai. En fait de couleurs, elles s'éteignent rapidement. Hier nous avons pu voir le ministre du Travail (M. Munro) au petit écran, qui prononçait une allocution devant le Syndicat canadien de la fonction publique. On était transporté, de toute évidence, dans la paroisse du ministre d'un petit village. Comme le ministre ne pouvait être présent, un dimanche matin, pour prononcer son sermon, il avait demandé à un diacre plus âgé de le faire à sa place. Le ministre avait rédigé cependant le sermon, et à point nommé, le dimanche matin, le diacre en fait la lecture. Le message était émouvant et bien fondé et, comme dans les véritables homélies, il était divisé en trois parties. Arrivé à la troisième partie, le vieux diacre s'est arrêté. Il avait sous les yeux les mots suivants «pas très fort ici, faire du remplissage». Je crois que c'est ce qui s'est passé hier avec notre ministre du Travail. Il travaillait de son mieux à une tâche qu'il se sentait bien mal préparé pour mener à bien.

Les ministériels sont aujourd'hui embarrassés lorsqu'ils en viennent à expliquer une politique qui ne retient pas leur conviction. Le premier ministre et d'autres membres du caucus leur ont bien demandé d'aller prêcher aux Canadiens en essayant de les convaincre de la nécessité de la réglementation des prix et des revenus—alors qu'il y a 10 ou 15 mois, tout cela était inutile. A mon avis, il faudra qu'ils apprennent mieux leur rôle, s'ils veulent que les Canadiens croient, ne serait-ce qu'une toute infime partie, de ce qu'ils essaient de nous dire.

Au moins l'ancien ministre des Transports avait une qualité qui rachetait ses défauts. Quand il pensait qu'il y avait un gâchis, il le disait. Il admettait que ça allait mal dans son ministère. Si le premier ministre, lui, est dans le pétrin, il ne l'admet pas. Il essaie maintenant de faire volte-face, de virevolter et de dire aux Canadiens: «Écoutez, je n'avais pas tort en 1974. Je n'ai pas tort aujourd'hui non plus. Seulement, les circonstances ont changé. Tout ce que je veux, c'est d'être élu. C'était mon principal objectif en 1974 et ce l'est encore en 1975, je vais vous sortir du désert.» Mais ce désert, c'est son gouvernement qui en est la cause.

Le bill à l'étude vise à juguler l'inflation. Il s'intitule: «Mesure prévoyant la restriction des marges bénéficiaires, des prix, des dividendes et des rémunérations». Notre taux d'inflation est supérieur à 10 p. 100, soit à peu près le double de celui des États-Unis. Nous les avons dénigrés. Le gouvernement a critiqué les États-Unis et leurs investissements au Canada. Il a invoqué de bons principes. Je pense que c'est une réaction spontanée dès qu'il s'agit des États-Unis. Il dit que nous sommes encore en meilleure posture, parce que nous avons deux fois plus qu'aux États-Unis. De plus, notre rythme d'inflation est beaucoup plus rapide que celui qui sévit dans le Marché commun.

[M. Epp.]

Le chômage atteint 7.2% au Canada. La seule compensation est que, dans certaines régions comme les Prairies, les ventes de denrées sont restées très fermes sur le plan international et les prix se maintiennent. Si tel n'était pas le cas, le chômage serait plus élevé en tout cas, sûrement dans les Prairies. Nous devons nous rappeler la série d'événements qui nous a conduits à la crise économique actuelle, à ce marasme dont j'ai parlé. Nous nous souvenons tous de 1968 année où un personnage alors inconnu a été élu premier ministre. A cette époque, il a déclaré que l'inflation était l'ennemi public numéro un. Bien entendu c'est lui qui l'est devenu maintenant. Toutefois en 1968, c'était l'inflation.

Le gouvernement s'est embarqué dans des politiques diverses, qui ont abouti à un accroissement du chômage et la lutte contre l'inflation a été rapidement abandonnée. Moins de deux années plus tard, après avoir déclaré la guerre à l'inflation, il a prétendu ouvertement l'avoir terrassée. A mon avis, c'était là une nouvelle supercherie d'un artiste passé maître en la matière. C'est ce qu'il fait depuis 1968. Il essaie de montrer au peuple canadien le côté de la médaille qui semble répondre le mieux à chaque instant aux fins qu'il se propose.

● (1740)

En 1972, nous avons eu la preuve que beaucoup de Canadiens se tournaient contre lui. Ils ont fait la leçon au gouvernement. Puis il est arrivé une chose curieuse. De 1972 à 1973, le principal auteur de ce gâchis, le premier ministre, s'est plu à brosser un nouveau tableau. Il a déclaré qu'il ne pouvait rien faire pour enrayer l'inflation, parce que celle-ci nous venait de l'étranger. Nous avons toujours concédé que l'inflation nous est venue en partie de l'étranger, mais nous soutenons également qu'en tant que peuple souverain, nous pouvions prendre certaines dispositions pour amortir les causes internes de l'inflation. Mais pour satisfaire ses fins politiques à court terme, le premier ministre a cherché à convaincre les Canadiens que nous ne pouvions rien faire au sujet de l'inflation. Entretemps, je suppose, ses suppôts se tordaient les bras et espéraient que les terribles Américains, les méchants Américains, comme bien des membres du gouvernement les jugent, feraient le saut en avant et que la situation économique générale s'améliorerait.

Nous en arrivons à 1974. Cette année-là fait également partie de l'histoire. Notre parti n'a pas reçu l'appui du public à l'égard de sa politique économique. Nous acceptons ce fait. Mais en 1974, les Canadiens avaient au moins le choix entre le parti maintenant au pouvoir et l'opposition officielle. Nous ne regrettons pas d'avoir indiqué aux Canadiens ce dont avait besoin, à notre avis, l'économie à ce moment-là. Il est parfois important d'adopter un point de vue honnête, qui nous paraît juste et qui ne met pas notre intégrité en doute, plutôt que d'opter pour une solution politique à court terme, comme l'a fait le premier ministre.

En optant pour cette solution, le premier ministre pensait aux avantages politiques à court terme dont il jouirait au cours de l'élection de 1974. J'ajouterai en passant que le premier ministre du Manitoba est devenu un poids pour ses amis de la Chambre, les membres du parti démocratique, parce qu'il a également dit, après avoir examiné la situation en homme honnête et intègre, que nous allions droit vers l'inflation à un rythme si rapide qu'il y aurait